



La Charte de l'environnement

LES
FICHES
LES
mars 2007

Souhaitée par le président de la République, la Charte de l'environnement a été adoptée le 28 février 2005 par le Parlement réuni en congrès à Versailles, avec plus de 95 % des suffrages exprimés. Elle place désormais les principes de sauvegarde de notre environnement au même niveau que les droits de l'homme et du citoyen de 1789 et que les droits économiques et sociaux du préambule de 1946. La Charte reconnaît notamment à chacun le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé, le droit d'accéder à l'information détenue par les autorités publiques et le droit de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement. Si ce texte accorde des droits à chacun, il impose aussi des devoirs. Chacun doit ainsi contribuer à la préservation et à l'amélioration de l'environnement et, le cas échéant, contribuer à la réparation des dommages qu'il a causés.

Par ailleurs, les autorités publiques sont tenues d'appliquer le principe de précaution et de promouvoir un développement durable. Enfin, le texte modifie l'article 34 de la Constitution afin de confier au législateur la détermination des principes fondamentaux de la préservation de l'environnement. L'élévation au rang constitutionnel de principes à finalité environnementale (ex : prévention, précaution, responsabilité) va permettre de donner une assise juridique plus forte à certains instruments nécessaires à la politique publique dans le domaine de l'environnement.

Premières applications de la Charte de l'environnement :

Par sa décision n° 2005-514 DC du 28 avril 2005, relative à la création du registre international français en ce qui concerne l'immatriculation des navires, le Conseil constitutionnel a considéré que le législateur a pris des mesures de nature à promouvoir la sécurité maritime et la protection de l'environnement et qu'il n'a pas méconnu le principe du développement durable énoncé par l'article 6 de la Charte de l'environnement.

Par une ordonnance rendue le 29 avril 2005, le juge des référés du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne a affirmé qu'en adossant à la Constitution une Charte de l'environnement qui proclame à son article 1er que « chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé », le législateur a nécessairement entendu ériger le droit à l'environnement en « liberté fondamentale » de valeur constitutionnelle (TA Châlons-en-Champagne, n° 0500828).

Qu'est-ce que le principe de précaution ?

Le principe de précaution impose, même en l'absence de risques avérés, de définir des mesures immédiates de protection de l'environnement. Cependant, loin d'être un principe d'inaction systématique, le principe de précaution encadre les mesures prises en imposant, d'une part, qu'elles soient provisoires et proportionnées au regard des dommages envisagés, et d'autre part, qu'elles s'accompagnent d'expertises destinées à mieux connaître les risques et ainsi à adapter les mesures prises. C'est un principe qui intervient dans des situations bien particulières et exceptionnelles, l'essentiel des situations d'atteintes à l'environnement étant régies par le principe de prévention, qui reste l'outil principal dans la gestion des risques (pollutions diffuses ou chroniques, risques naturels, risques industriels ou technologiques, etc.).

Pour en savoir plus : www.ecologie.gouv.fr





Le peuple français
 proclame solennellement
 son attachement aux Droits
 de l'Homme et aux principes de la
 souveraineté nationale, tels qu'ils ont été
 définis par la Déclaration de 1789,
 confirmée et complétée par
 le préambule de la Constitution
 de 1946, ainsi qu'aux droits
 et devoirs définis dans la Charte
 de l'environnement
 de 2004.

Charte de l'environnement

loi constitutionnelle n° 2005 - 205 du 1er mars 2005

« Le peuple français,

« Considérant,

« Que les ressources et les équilibres naturels ont
 conditionné l'émergence de l'humanité ;

« Que l'avenir et l'existence même de l'humanité
 sont indissociables de son milieu naturel ;

« Que l'environnement est le patrimoine commun
 des êtres humains ;

« Que l'homme exerce une influence croissante
 sur les conditions de la vie et sur sa propre évolution ;

« Que la diversité biologique, l'épanouissement
 de la personne et le progrès des sociétés humaines sont
 affectés par certains modes de consommation ou de production
 et par l'exploitation excessive des ressources naturelles ;

« Que la préservation de l'environnement doit être recherchée
 au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation ;

« Qu'afin d'assurer un développement durable, les choix
 destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas
 compromettre la capacité des générations
 futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins ;

« proclame :

Article 1

Chacun a le droit de vivre dans un environnement
 équilibré et respectueux de la santé.

Article 2

Toute personne a le devoir de prendre part à la
 préservation et à l'amélioration de l'environnement.

Article 3

Toute personne doit, dans les conditions définies
 par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible
 de porter à l'environnement ou, à défaut, en
 limiter les conséquences .

Article 4

Toute personne doit contribuer à la réparation
 des dommages qu'elle cause à l'environnement,
 dans les conditions définies par la loi.

Article 5

Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'in-
 certaine en l'état des connaissances scientifiques,
 pourrait affecter de manière grave et irréversible
 l'environnement, les autorités publiques veillent,
 par application du principe de précaution et
 dans leurs domaines d'attributions, à la mise en
 œuvre de procédures d'évaluation des risques
 et à l'adoption de mesures provisoires et
 proportionnées afin de parer à la réalisation du
 dommage.

Article 6

Les politiques publiques doivent promouvoir un déve-
 loppement durable. À cet effet, elles concilient la pro-
 tection et la mise en valeur de l'environnement, le
 développement économique et le progrès social.

Article 7

Toute personne a le droit, dans les conditions et
 les limites définies par la loi, d'accéder aux
 informations relatives à l'environnement détenues
 par les autorités publiques et de participer à
 l'élaboration des décisions publiques ayant une
 incidence sur l'environnement.

Article 8

L'éducation et la formation à l'environnement
 doivent contribuer à l'exercice des droits et
 devoirs définis par la présente Charte.

Article 9

La recherche et l'innovation doivent apporter
 leur concours à la préservation et à la mise en
 valeur de l'environnement.

Article 10

La présente Charte inspire l'action européenne
 et internationale de la France. »



Pour en savoir plus : www.ecologie.gouv.fr